

CPPI /CNPJDPI  
Bourse du travail de Saint-Denis  
9/11, rue Genin - 93200 Saint-Denis  
CNPJDPI secrétariat : [secretariatcollectif@yahoo.fr](mailto:secretariatcollectif@yahoo.fr)

## **RECOMMANDE avec accusé de réception**

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères  
Monsieur Jean-Marc Eyrault  
37, quai d'Orsay  
75007 Paris

A Paris,  
Le 8 août 2016

Monsieur le Ministre

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) est particulièrement inquiet et révolté par la situation du prisonnier palestinien Bilal Kayed membre du FPLP, entré en grève de la faim le 13 juin dernier et qui risque à tout moment de perdre la vie.

Bilal Kayed a commencé sa grève de la faim en signe de protestation contre la décision d'Israël de l'envoyer en détention administrative pour une première période de six mois indéfiniment renouvelable, le jour où il devait être libéré après avoir purgé une peine de prison de 14 ans.

Si cet acte est toléré, des centaines d'autres prisonniers palestiniens comme Bilal en seront les victimes et Israël continuera de violer les lois internationales en toute impunité sous le nez du monde entier.

60 prisonniers membres du FPLP dont Ahmad Sa'adat qui est à l'isolement ont commencé une grève de la faim à Megiddo et cinq autres prisonniers dans la prison de Gilboa en soutien à Bilal Kayed..

Bilal a perdu son emploi, un certain nombre de ses amis, et n'a même pas eu la possibilité d'entendre les dernières paroles de son père ni de lui dire adieu. Bilal a été isolé de tout contact avec d'autres prisonniers et de toutes les visites de sa mère malade. Il s'est révolté contre cette décision cruelle et il a immédiatement commencé une grève de la faim. Il ne prend que de l'eau depuis 30 jours, refusant tout aliment et tout substitut alimentaire, et rejetant toute intervention médicale. Il a perdu plus de 30 kilos et a commencé à souffrir de graves évanouissements.

Mettant en danger sa propre vie, Bilal insiste sur le fait qu'il n'assistera pas aux audiences du tribunal et il refuse de mettre fin à sa grève. En réponse, Israël lui a proposé quatre ans d'exil, ce qu'il a refusé. Après quoi l'administration pénitentiaire israélienne l'a remis en isolement et à l'écart de ses camarades.

La détention des 7 000 prisonniers politiques, Israël le sait, est un frein à tout progrès dans la recherche d'une solution négociée. En multipliant les arrestations de femmes, d'enfants, d'élus, de journalistes, d'artistes, de sportifs, en contravention avec le droit international, les droits de l'Homme, la convention des droits de l'enfant, Israël démontre dans les faits son

opposition à l'existence d'un État palestinien et sa volonté d'annexer l'ensemble de la Palestine.

À ce jour, 750 prisonniers sont détenus sous le régime de la détention administrative c'est-à-dire sans accusation ni procès, 60 femmes dont 11 mineures sont enfermées dans les prisons israéliennes, 450 enfants mineurs sont maintenus en prison en particulier le jeune Ahmad Manasra, 13 ans, condamné à la peine maximale, 1 700 prisonniers malades n'ont pas accès aux soins et traitements appropriés, 6 parlementaires sont détenus, parmi eux Marwan Barghouti, le Mandela Palestinien, 487 ont des peines d'enfermement à vie. La plupart des prisonniers ont été déplacés dans des établissements pénitentiaires situés hors de Palestine, en Israël, ce qui est contraire à la 4<sup>ème</sup> convention de Genève.

Le Collectif National se joint au réseau Samidoun de solidarité avec les détenus palestiniens pour réclamer la libération immédiate de Bilal Kayed, seule possibilité de préserver sa vie en danger, et de tous les prisonniers politiques palestiniens détenus dans les prisons. Il appelle tous ceux qui sont épris de justice et qui refusent que des prisonniers en viennent à mourir dans les prisons pour défendre leur liberté, à intervenir auprès de l'ambassade d'Israël en France pour exiger le respect du droit et la libération de Bilal Kayed. La France a elle aussi le devoir d'ouvrir les yeux sur ce qui se passe dans les prisons israéliennes et qui anéantit toute chance de relance d'un processus de paix et doit intervenir au plus haut niveau pour faire respecter le droit international.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous vous adressons, Monsieur le Ministre, nos salutations distinguées.

*Nathalie L'Hopitault pour le secrétariat du Collectif*

#### **signataires membres du Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens**

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – AILES Femmes du Maroc - Alternative Libertaire (AL) - Américains contre la guerre (AAW) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association Nationale des Elus Communistes et Républicains (ANECR) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC) - Association Universitaire pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) - Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP) - Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif interuniversitaire pour la coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5<sup>e</sup> arrt (CJPP5) - Droit-Solidarité – Ensemble ! - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - Fédération Syndicale Unitaire (FSU) – Forum Palestine Citoyenneté - Génération Palestine - La Courneuve-Palestine - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) - Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti Communiste Français (PCF) - Parti de Gauche (PG) – Parti de l'Emancipation du peuple - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Socialistes pour la Paix – Sortir du colonialisme - Une Autre Voix Juive (UAVJ)- Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) – Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) - Union syndicale Solidaires

